

par le Gouvernement en matière de douane et de finances, ce sont les mesures que le Gouvernement prend au hasard. Il ne suffit pas de murmurer tout bas au Parlement que nos ouvriers sont trop bien payés, de dire aux ouvriers industriels de chercher ailleurs de l'emploi, de dire aux administrateurs d'entreprises de se réveiller, de mettre leurs méthodes à jour, d'acheter du nouvel outillage et de s'adapter aux conditions actuelles.

L'industrie du textile a consacré 400 millions depuis cinq ou dix ans à l'amélioration des filatures.

L'industrie du Canada a affecté deux milliards à la modernisation et à l'amélioration de ses usines, précisément pour soutenir la concurrence dont je viens de parler et afin de pouvoir assurer à ses ouvriers des pensions, l'assurance-santé, les soins médicaux, l'hospitalisation ainsi que d'autres avantages, en même temps que des salaires supérieurs à ceux qu'on offre à la main-d'œuvre n'importe où ailleurs au monde sauf aux États-Unis. On se demande comment ce régime pourra être maintenu. Les quinze millions de Canadiens ne constituant qu'un faible marché, on se demande s'il sera possible de maintenir ce niveau d'existence et d'embaucher les nouveaux travailleurs qui devraient maintenant arriver au Canada. Mais ces travailleurs ne viennent pas parce que nous avons un programme négatif d'immigration qui danse comme un bouchon de liège au gré des incertitudes de notre politique douanière. L'incertitude est tellement grande que nous pouvons nous passer d'un programme d'immigration puisque nous n'avons pas de programme douanier.

Non, monsieur l'Orateur, cela ne peut durer; on ne pourra continuer d'employer ces gens si on importe des États-Unis, où ils sont produits en série, plus de réfrigérateurs que nous n'en fabriquons au Canada. On ne peut diviser en deux un marché déjà faible et soutenir quand même la concurrence de la production massive américaine. Ce n'est pas en cherchant à éviter ce problème qu'on pourra maintenir en activité nos filatures. Or, monsieur l'Orateur, nous avons cherché à l'éviter. Je répète que nous n'avons besoin ni de programme douanier ni de politique commerciale quand l'argent ne cesse de rouler parce qu'une guerre froide ou une guerre réelle existe ou parce que nous nous préparons à empêcher un nouveau conflit. Je répète que les plus jeunes parmi nous ne savent pas ce que c'est qu'une politique commerciale et que les plus vieux l'on peut-être oublié. Quelques-uns des plus âgés parmi nous ne siégeaient pas ici alors. Au moment où beaucoup de députés qui siègent ici sont

[L'hon. M. Rowe.]

arrivés à la Chambre, nous n'avions pas besoin de politique commerciale. Si par hasard une politique avait été nécessaire, il aurait fallu fouiller de fond en comble le programme libéral pour savoir laquelle on adopterait. On se passe volontiers de politique commerciale parce qu'il y a très longtemps que cet état de choses existe.

Monsieur l'Orateur, je puis affirmer, ayant quelque expérience en matière industrielle, que nous avons d'excellentes usines et un excellent équipement. Nous avons au Canada des administrateurs commerciaux et industriels des plus compétents. Permettez-moi de dire,—et je m'y connais en affaires puisque je possède une expérience d'au moins une quinzaine d'années,—qu'il est une institution au Canada qu'il faudrait remettre à neuf et dont il faudrait changer l'outillage et les administrateurs: le cabinet actuel d'Ottawa. Il nous faut une nouvelle machine fiscale et une nouvelle méthode de calculer les impôts. Même si le ministre actuel est nouveau, il appartient à la vieille école. Ce changement rassurerait les cultivateurs du Canada. On n'importerait pas du jour au lendemain, comme le dit l'honorable député d'Huron (M. Cardiff) 2,500,000 livres de fromage au détriment de nos cultivateurs. L'ouvrier industriel pourrait compter sur plus de quelques mois de travail. Il ne s'attendra pas de perdre l'emploi qu'il occupe et que les membres de sa famille ont occupé pendant deux ou trois générations à cause de produits bon marché qui nous viennent de pays étrangers.

Ces dernières années, monsieur l'Orateur, nous de l'opposition avons espéré contre toute espérance au sujet de ce qui pourrait résulter du fameux accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Nous avons espéré que ces conférences apporteraient des changements capables de stimuler notre croissance industrielle et nationale. Il n'y en a aucun indice chez nous. Les membres du Gouvernement sont les plus grands voyageurs de commerce que nous ayons eus au pays depuis la Confédération.

M. Fulton: Les plus grands voyageurs.

L'hon. M. Rowe: Un député dit: "voyageurs". Je ne crois pas que ce soit tout à fait juste. Ils n'ont pas eu de politique de vente, mais ils veulent être vendeurs. Je les crois sincères dans les efforts qu'ils déploient pour vendre, mais ils n'ont ni directives ni politique. Ils ne savent pas exactement comment procéder, mais ils ont essayé. Ils ont parcouru de grandes distances. Je me suis souvent inquiété de leur sécurité, lorsqu'ils parcouraient le pays en avion. J'espérais qu'il ne leur arrivât rien au cours des longs